



DECISION DU PRESIDENT N° D2025-208

Objet: Attribution de subventions au titre du dispositif « Métropole Roule Propre! » - Acquisition d'un véhicule propre dans le cadre du Guichet unique des aides avec l'Etat

Le Président de la métropole du Grand Paris,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L5219-1,

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) et notamment son article 12,

Vu la loi n° 2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) et notamment son article 59,

Vu le décret n° 2015-1212 du 30 septembre 2015 constatant le périmètre fixant le siège et désignant le comptable public de la métropole du Grand Paris,

Vu le décret n° 2024-1084 du 29 novembre 2024 relatif aux aides à l'achat ou à la location de véhicules peu polluant, paru au Journal Officiel du 1^{er} décembre 2024,

Vu l'élection du Président de la métropole du Grand Paris du 9 juillet 2020,

Vu la délibération CM2019/06/21/16, approuvant au 1er juillet 2019, la mise en place du guichet unique d'aide au renouvellement de véhicules,

Vu la convention entre la Métropole du Grand Paris, le Ministère de la Transition Ecologique et solidaire et l'Agence de Services et de Paiement (ASP) relative à la gestion de l'aide « *Métropole Roule Propre!* » dans le cadre du dispositif du Guichet unique signée le 30 août 2019,

Vu l'avenant n° 1 à la convention entre la Métropole du Grand Paris, le Ministère de la Transition Ecologique et solidaire et l'Agence de Services et de Paiement (ASP) relative à la gestion de l'aide « Métropole Roule Propre! » dans le cadre du dispositif du Guichet unique signé le 14 mars 2025,

Vu la délibération CM2020/12/01/05 relative à la modification des aides de la métropole du Grand Paris : règlement « Métropole roule propre ! » et à la délégation au Président ou à son représentant des décisions d'attribuer les dites aides dans le cadre du règlement MRP, dans la limite des crédits inscrits chaque année au budget,

Vu la délibération CM2025/02/14/13-3 du Conseil de la métropole du 14 février 2025 approuvant la modification du règlement d'attribution de la subvention de la métropole du Grand Paris pour l'acquisition d'un véhicule propre, approuvé par la délibération CM2024/04/09/43 du Conseil de la Métropole du 9 avril 2024,

Vu l'arrêté du Président AP2025/87 du 16 avril 2025 portant délégation de signature à Monsieur Philippe CASTANET, directeur général des services de la Métropole du Grand Paris,

Considérant la volonté de la Métropole de favoriser l'amélioration de la qualité de l'air et la lutte contre la pollution, notamment dans le cadre de la création de la Zone à Faibles Emissions métropolitaine,

Considérant qu'il est nécessaire d'accompagner financièrement les particuliers dans leur démarche de changement de véhicule pour un moyen de transport plus propre,

Accusé de réception en préfecture 075-200054781-20251014-D2025-208-Al Date de télétransmission : 16/10/2025 Date de réception préfecture : 16/10/2025

DECIDE

Article 1er : d'attribuer les subventions suivantes pour l'acquisition d'un véhicule propre, en remplacement d'un ancien véhicule voué à la destruction :

Nom et Prénom	Code postal	Localité du demandeur	Véhicule acquis	Montant de la subvention	
	92500	RUEIL- MALMAISON	EH-Essence-électricité (hybride non rechargeable)	3 000,00 €	
	93110	ROSNY-SOUS- BOIS	EL - Electricité	5 000,00 €	
	94000	CRETEIL	EL - Electricité	5 000,00 €	
	94250	GENTILLY	EH-Essence-électricité (hybride non rechargeable)	3 000,00 €	
	93190	LIVRY-GARGAN	EE-Essence électricité (hybride rechargeable)	3 000,00 €	
	94600	CHOISY-LE-ROI	EE-Essence électricité (hybride rechargeable)	3 000,00 €	
	75013	PARIS	EH-Essence-électricité (hybride non rechargeable)	3 000,00 €	
	93700	DRANCY	EL - Electricité	5 000,00 €	
	75019	PARIS	ES - Essence	3 000,00 €	
	75013	PARIS	EH-Essence-électricité (hybride non rechargeable)	3 000,00 €	
	94480	ABLON-SUR- SEINE	EL - Electricité	5 000,00 €	
	75020	PARIS	ES - Essence	3 000,00 €	
	92100	BOULOGNE- BILLANCOURT	EH-Essence-électricité (hybride non rechargeable)	3 000,00 €	
	94260	FRESNES	EE-Essence électricité (hybride rechargeable)	3 000,00 €	
	94260	FRESNES	EL - Electricité	2 500,00 €	
	93420	VILLEPINTE	EH-Essence-électricité (hybride non rechargeable)	3 000,00 €	
	75015	PARIS	EL - Electricité	5 000,00 €	
	92220	BAGNEUX	EH-Essence-électricité (hybride non rechargeable)	3 000,00 €	
	92330	SCEAUX	EL - Electricité	5 000,00 €	

	n Montant de la 1014-D2025-208-AI ion : 46/19/2025 fecture : 16/10/2025	Accusé de réception e Véhicule He lelétransmiss Date de lelétransmiss Date de réception pré	Localité du demandeur	Code postal	Nom et Prénom
	3 000,00 €	EH-Essence-électricité (hybride non rechargeable)	ARGENTEUIL	95100	
	3 000,00 €	EE-Essence électricité (hybride rechargeable)	CHOISY-LE-ROI	94600	
	3 000,00 €	EL - Electricité	PARIS	75012	
	5 000,00 €	EL - Electricité	DRANCY	93700	
	3 000,00 €	EH-Essence-électricité (hybride non rechargeable)	CHAMPIGNY- SUR-MARNE	94500	
3 000,00 €		EL - Electricité	SUCY-EN-BRIE	94370	
	3 000,00 €	EH-Essence-électricité (hybride non rechargeable)	GENNEVILLIERS	92230	
	3 000,00 €	ES - Essence	75019 PARIS ES - Essence		
	94 500,00 €	TOTAL			

Article 2 : de refuser les demandes de subventions suivantes, les demandeurs n'étant pas éligibles :

Nom et Prénom	Code postal	Localité du demandeur	Véhicule acquis	Motif de refus
	75012	PARIS	EH-Essence- électricité (hybride non rechargeable)	Véhicule recyclé sans assurance conforme

Article 3: La dépense sera imputée au budget 2025, chapitre 204,

Article 4 : Ampliation de la présente décision sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de la région Ile-de-France ;
- Monsieur le Comptable des finances publiques ;
- Monsieur le Président Directeur Général de l'ASP.

Fait à Paris, le ... 1 4 OCT. 2025.

Par délégation du Président de la Métropole du Grand Paris

De Derecteur général des services
Philippe CASTANET

Le Président certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de la présente décision et informe que celle-ci peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Paris dans le délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication de l'acte.